

**DECISION PORTANT DELEGATION PERMANENTE DE SIGNATURE
DIRECTEUR DE CABINET****Le Directeur général du Centre national d'enseignement à distance,**

Vu les articles R 426.1 à R 426.24 du Code de l'éducation relatifs au Centre national d'enseignement à distance (Cned) et en particulier l'article R 426.10 ;
Vu le décret du 9 février 2017 portant nomination de Monsieur Michel Reverchon-Billot en tant que directeur général du Centre national d'enseignement à distance ;
Vu l'arrêté du 24 avril 2015 relatif aux modalités d'exercice du contrôle budgétaire sur le Centre national d'enseignement à distance ;
Vu l'arrêté du 21 mars 2014 fixant la liste des organismes dont le contrôle budgétaire est confié au contrôleur budgétaire et comptable ministériel près le ministre de l'éducation nationale et la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
Vu la procédure de visa préalable d'engagement des dépenses du Cned ;
Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.
Vu la décision n° 2017-16 portant nomination de M. Jean-Michel Leclercq, Directeur de cabinet

DECIDE

ARTICLE 1 : En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général, délégation est donnée à Monsieur Jean-Michel LECLERCQ, directeur de cabinet du Directeur général du Cned, à l'effet de signer au nom du directeur général, tous actes et décisions, dans la limite des attributions du directeur général, et à l'exclusion des décisions de délégation de signature.

Article 2 : Les actes impliquant un engagement de dépenses entrant dans le champ de la présente délégation devront respecter les principes de la comptabilité publique (imputation, disponibilités des crédits) et, le cas échéant, les règles de visa préalable des dépenses par le contrôle financier, ainsi que la réglementation relative aux marchés publics. Chaque acte d'engagement donnera lieu, dès émission, à l'enregistrement dans la comptabilité des dépenses engagées ouverte dans l'établissement.

Article 3 : Cette décision sera notifiée au secrétaire général, aux directeurs de site, aux directeurs métiers, à l'agent comptable ainsi qu'à chaque agent à qui la présente accorde délégation de signature.

Article 4 : La présente délégation prend effet à compter de sa date de signature et remplace toute délégation préexistante accordée au directeur de cabinet.

Article 5 : Le secrétaire général et le directeur de cabinet sont chargés de l'application de la présente décision qui sera publiée sur l'intranet du Cned.

Fait à Futuroscope Chasseneuil le 1^{er} septembre 2017
Michel Reverchon-Billot